Les subsides

fascinée par son témoignage. Toute personne qui suit ce débat de près devrait demander à prendre connaissance du procèsverbal de la réunion à laquelle a assisté M. Arbatov.

• (1650)

M. Arbatov, par exemple, n'a pas su que répondre à mes collègues qui lui ont demandé précisément ce que faisait l'Union soviétique en Afghanistan si elle s'intéressait tant à la paix, au désarmement et à l'amour fraternel. M. Arbatov a alors répondu que les autorités soviétiques se devaient de combattre les malfaiteurs. Des malfaiteurs, en Afghanistan! C'est à voir! Depuis quand mère Russie doit-elle envoyer des chars d'assaut et son armée simplement pour régler le sort de quelques bandits, mal payés, mal vêtus et mal équipés? Est-ce ainsi que l'Union soviétique conçoit la sécurité?

Nous avons discuté du cas de la Pologne. Certains de mes collègues s'intéressent de très près à la question, étant euxmêmes d'origine polonaise. Qu'a eu à dire M. Arbatov làdessus? Pourquoi les Soviétiques se trouvent-ils en Pologne? Est-ce pour des raisons de sécurité? Le cas échéant, la sécurité de qui? Serait-ce la sécurité de la Russie? Est-il vraiment nécessaire que les Soviétiques envahissent un pays innocent simplement pour faire échec à quelques bandits? Est-il vraiment nécessaire d'envahir la Pologne? Je ne crois pas que l'armée polonaise ait été d'une grande menace pour la sécurité des Soviétiques. Je ne crois pas non plus que le peuple polonais qui, si nous le comprenons bien, et à en croire la description qu'on nous en fait, n'est pas très riche pour le moment, soit une menace pour l'Union soviétique. Que veut-on à la Pologne?

Pourtant, c'est ainsi que les choses se passent aujourd'hui. Les peuples qui ne peuvent se défendre, les Polonais et les Afghans, par exemple, tombent sous le joug de la Russie. Que comptons-nous faire à ce sujet? Nous allons interrompre notre production d'armement nucléaire. Il est presque ridicule de songer qu'on pense à cela au Canada. Nous n'avons pas d'armes nucléaires. Mais peu importe que nous en ayons ou non, car certains d'entre nous prétendent que nous ne devrions même pas permettre aux Américains, nos meilleurs alliés et, peut-être, en fin de compte, nos meilleurs défenseurs contre une éventuelle domination russe, de même chercher à mettre à l'essai le mécanisme de l'une de leurs armes. Jusqu'à quel point pouvons-nous nous montrer irréfléchis—à moins, bien sûr, que nous ne soyons convaincus de la bonne volonté de l'Union soviétique.

Après avoir écouté attentivement le témoignage de M. Arbatov, après avoir lu maints et maints documents sur toute la question, et après avoir travaillé deux ans—peut-être les meilleures années de ma vie—au ministère de la Défense nationale, je ne suis pas convaincue, monsieur l'Orateur, que la paix est au premier plan des préoccupations soviétiques. Personne ne saurait m'en persuader.

Le député de Victoria a parlé de la Suède, qui ne fait partie ni de l'OTAN ni de NORAD. Ce pays consacre une bien plus grande partie de son PNB que nous ne le faisons, à la défense. Les députés savent-ils ce qui est arrivé en Suède il n'y a pas si longtemps? Un sous-marin soviétique est venu s'échouer sur ses côtes. Ce n'était pas un sous-marin ordinaire, c'était un

sous-marin nucléaire. Je n'ai entendu personne protester. Il n'y a eu de manifestation ni à Toronto ni à Vancouver ni à Winnipeg, nulle part au Canada. Personne n'a protesté contre cette incursion, car c'est bien de cela qu'il s'agissait, d'une incursion dans les eaux suédoises par un sous-marin nucléaire soviétique. Non, nous sommes restés bien silencieux. Personne n'a manifesté devant Litton Systems à Toronto parce qu'un sous-marin soviétique avait pénétré dans les eaux suédoises.

Je pense que nous devons faire preuve de beaucoup de logique monsieur l'Orateur. Personne ici, surtout pas les membres du comité des affaires étrangères et de la défense nationale, aucun de nous ne souhaite la guerre. Beaucoup d'entre nous la connaissons trop bien. Nous n'avons pas besoin de lire des livres, ni de regarder des films de guerre, qu'ils soient américains, britanniques, japonais ou allemands. Nous n'avons pas besoin de cette propagnade parce que nous connaissons ce qu'est la guerre et nous ne voulons pas la provoquer nousmêmes et encore moins l'imposer aux générations montantes.

Cependant, c'est parce que nous connaissons les horreurs de la guerre . . .

M. Blaikie: Vous ne connaissez pas la guerre nucléaire.

Mme Appolloni: . . . que aujourd'hui plus que jamais nous voulons éviter la guerre.

M. Blaikie: Avez-vous l'expérience d'une guerre nucléaire?

Mme Appolloni: Et la guerre peut être évitée par la discussion. Si mon vis-à-vis peut m'indiquer un bon moyen de dissuasion qui soit autre chose que des paroles creuses, je ne demande pas mieux.

M. Blaikie: Avez-vous l'expérience d'une guerre nucléaire?

Mme Appolloni: D'une guerre classique. En l'absence d'un moyen de dissuasion, il faut que ce soit la guerre nucléaire. Nous devons l'éviter, et c'est justement ce dont nous discutons.

Des voix: Bravo!

M. Wenman: Justement: elle n'a pas l'expérience d'une guerre nucléaire.

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Nous tenons en ce moment un débat très important, monsieur l'Orateur, et je suis heureux que nous ayons l'occasion d'examiner une question que nous négligeons ici depuis trop longtemps. Je regrette que nous en ayons été saisis sous le faux prétexte que nous débattons un rapport minoritaire. Comme vous le savez, monsieur l'Orateur, les rapports minoritaires, cela n'existe pas dans nos usages parlementaires.

Je regrette et je déplore qu'un document comme celui-là portant les armoiries du Canada et l'en-tête «Chambre des Communes du Canada» circule ainsi dans tout le Canada ou qu'on en distribue un autre portant également les armoiries du Canada afin de faire croire que la Chambre l'a approuvé.

J'ignore où ce document a été imprimé, qui a autorisé l'emploi des mots «Chambre des communes» sur la couverture du prétendu rapport. Cet autre est mieux présenté et aurait dû être distribué à titre de communiqué. C'aurait été possible sous forme de communiqué. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) a eu une excellente idée en le qualifiant de communiqué.